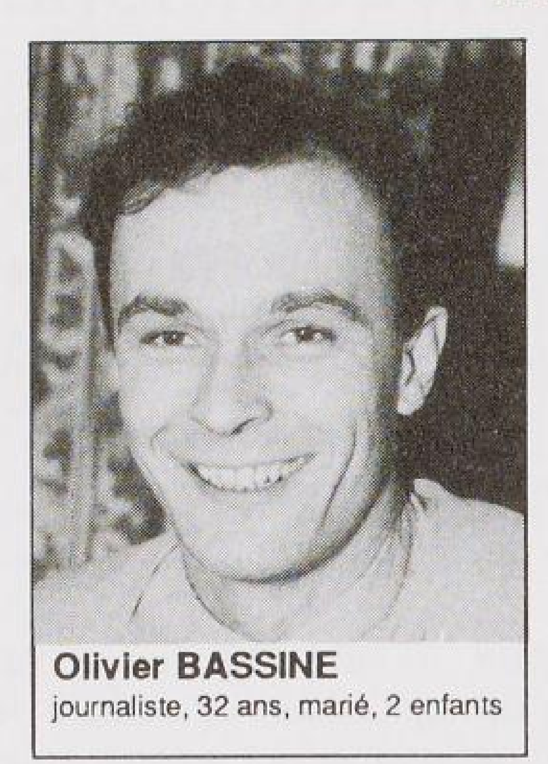
ELECTIONS LEGISLATIVES DU 21 MARS 1993

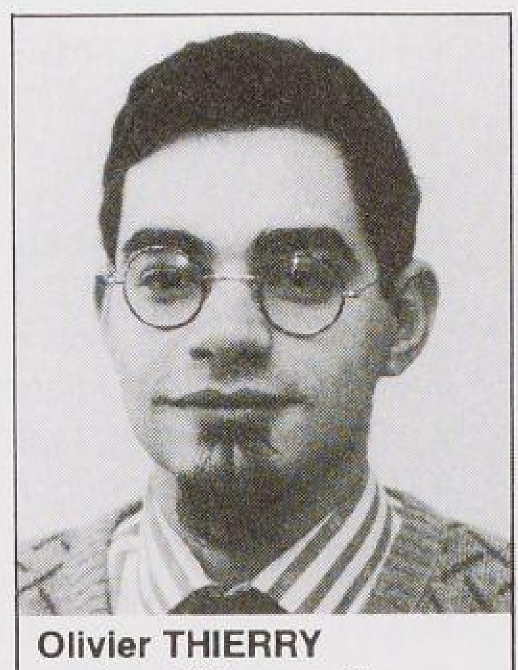


Olivier BASSINE
journaliste, 32 ans, marié, 2 enfants

Olivier BASSINE et Olivier THIERRY avec l'Entente des Écologistes

(Les Verts - Génération Écologie)

Le choix de la vie



Olivier THIERRY
enseignant, 28 ans, marié

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Nous allons, le 21 mars, élire notre député. Le mode de scrutin fait que nous risquons de changer de têtes, tout en conservant la même politique qui provoque les mêmes désastres : chômage, accroissement des inégalités, injustice, dégradation de l'environnement, troubles sociaux, recul de la démocratie et des Droits de l'Homme.

L'Entente des Écologistes refuse la fatalité de la crise. L'être humain compte pour nous beaucoup plus que les mécanismes économiques qui régissent les politiques actuelles. La dignité de la femme et de l'homme doit passer avant toute autre considération.

Les ressources de notre planète ne sont pas inépuisables, et la possibilité pour tous d'en bénéficier, alors que nous le pouvons encore, est loin d'être une réalité. Les excès des plus riches font que la couche d'ozone est menacée, que les déchets s'amoncellent, que l'eau et l'air, les premières richesses partagées par tous, se dégradent. Pendant ce temps, dans les pays du Tiers-Monde et en France, les inégalités s'accroissent et le nombre de chômeurs augmente sans cesse.

IL FAUT CESSER DE SACRIFIER L'HOMME SUR L'AUTEL DE LA PRODUCTIVITÉ DES ENTREPRISES IL FAUT PRODUIRE POUR SATISFAIRE LES BESOINS DE TOUS, ET IL FAUT PARTAGER LE TRAVAIL ET LES REVENUS LES PLUS ÉLEVÉS.

Les besoins ne manquent pas, dans l'Eure et sur notre circonscription en particulier : logement, alimentation, santé, transports, éducation, loisirs, énergie... Notre région dispose d'atouts formidables qu'il est urgent de mettre en valeur :

- Un **fleuve** (formidable moyen de transport), et deux belles rivières qui l'alimentent, l'Epte et l'Andelle ;

- Un **potentiel touristique et de loisirs** qu'il faut développer en harmonie avec l'environnement, afin de créer des emplois de proximité dans le tourisme vert ;

- Un **habitat** rural, la plupart du temps bien intégré au paysage, qu'il faut relier aux centres urbains par un réseau de transport en commun adapté ;

- Une **terre** parmi les meilleures qu'il faut préserver de l'extension de la région parisienne et d'une agriculture trop industrielle ;

- Un réseau de **petites et moyennes entreprises** non polluantes (électronique, sous-traitance, services) qu'il faut conserver et enrichir pour éviter de devenir une banlieue dortoir de la région parisienne ;

- La **proximité de Paris**, qui devrait être un atout, devient une catastrophe dès lors qu'il s'agit de concentrer 20 % de la population en Ile-de-France sans aménagement du territoire à la périphérie ;

- Des **services publics**, notamment en matière d'enseignement, qui font un travail essentiel, mais qui manquent cruellement de moyens et ne sont pas toujours bien répartis ;

Il faut donc **PARTAGER** ces richesses entre tous, et mener une politique d'aménagement du territoire permettant un meilleure **PROXIMITÉ** des emplois et des services.

Nous connaissons bien notre région, nous l'aimons et nous voulons qu'elle soit mise en valeur pour le bénéfice de tous ses habitants. Nos propositions vont dans ce sens.

5e circonscription de l'Eure

Sciences Po / fonds CEVIPOF

39 MESURES pour trouver UN MEILLEUR ÉQUILIBRE

1. POUR UN PARTAGE DU TRAVAIL ET LA CREATION D'EMPLOIS

Il faut mener une politique volontariste, qui se donne les moyens de partager le travail et d'assurer un avenir durable pour chacun, dans le cadre de la solidarité, de la lutte contre le gaspillage et de l'efficacité économique.

Moyens : 1. une loi cadre pour la semaine de 35 heures ; 2. L'abaissement proportionnel des salaires supérieurs à 2 fois le SMIC ; 3. la négociation branche par branche de cette réduction du temps de travail ; 4. la promotion des emplois de proximité ; 5. l'accroissement des moyens aux entreprises respectueuses de l'environnement et socialement utiles.

2. POUR UNE DYNAMIQUE AGRICOLE ET RURALE

Il faut ralentir le phénomène de désertification rurale, favoriser l'agriculture de qualité (biologique), garantir un revenu minimum aux actifs agricoles en rééquilibrant les productions sur les régions et en réorientant la politique agricole commune (PAC).

Moyens : 6. accroître les moyens de reconversion dans l'agriculture biologique ; 7. substituer aux "quotas" de production la notion de "quantum" assurant un revenu minimum à tous les agriculteurs (y compris les ouvriers) ; 8. gérer l'espace agricole en redistribuant les pôles de production par un meilleur aménagement du territoire ; 9. promouvoir le tourisme vert en accordant des aides à l'aménagement de gîtes ruraux ; 10. maintenir les écoles dans les campagnes.

3. POUR UNE VRAIE POLITIQUE DE L'ÉDUCATION ET DE LA JEUNESSE

Il faut améliorer les conditions de vie et de travail des jeunes en fournissant un encadrement culturel et social permettant un meilleur épanouissement.

Moyens : 11. dynamiser l'école en rapprochant les centres de décision des lieux d'application ; 12. ouvrir et démocratiser l'école (vers les parents, les associations et élection du chef d'établissement) ; 13. promouvoir une plus grande souplesse pédagogique pour diversifier l'offre scolaire et l'adapter à la diversité des jeunes ; 14. développer la coopération et la formation du personnel éducatif et revaloriser la fonction enseignante ; 15. mettre en œuvre le droit à la formation sur toute une vie en instituant des "crédits formation" ; 16. la fermeture immédiate des collèges et lycée de type "Pailleron".

4. POUR UNE GARANTIE DES LIBERTÉS

Il faut améliorer la communication entre les hommes et la liberté de s'informer, de penser, de s'exprimer et d'agir en rapprochant la démocratie des citoyens.

Moyens : 17. mettre en place une réforme de la Constitution prévoyant la réduction des pouvoirs du Président de la République, la limitation du cumul des mandats, la parité femmes/hommes, l'institution d'un statut réglant les droits et devoirs des élus, le scrutin proportionnel dans toutes les élections, le remplacement du Sénat par une Chambre des Régions et le droit de vote pour les résidents étrangers installés depuis plus de 5 ans ; 18. donner aux associations les moyens d'exercer un contre-pouvoir ; 19. réformer le droit de l'Enfance en considérant l'enfant comme une personne à part entière.

5. POUR UNE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE ET DE TRANSPORTS PLUS ÉCONOME

Il faut réduire les gaspillages, les coûts et les dangers de l'énergie et des transports, il faut adapter ceux-ci aux besoins locaux de consommation et de production.

Moyens : 20. assurer la suppression du nucléaire sur 10 ans ; 21. promouvoir les énergies alternatives ; 22. renforcer les moyens de transport collectifs ; 23. économiser l'énergie par des aides accentuées à l'amélioration du bâti ; 24. cesser le pillage du Tiers-Monde et acheter les matières premières énergétiques à leur juste prix ; 25. instituer des écotaxes sur la consommation d'énergie.

6. POUR UNE FISCALITÉ JUSTE ET INCITATIVE

Il faut simplifier les mécanismes de solidarité pour assurer une justice sociale, et rééquilibrer l'économie en allégeant les charges de certaines entreprises coopératives et mutualistes.

Moyens : 26. exonération fiscale pour les entreprises alternatives (coopératives bio...) ; 27. meilleure répartition des recettes et des bases des impôts locaux ; 28. taxer davantage la consommation de produits secondaires ; 29. mettre en place des taxes pénalisant les entreprises polluantes ; 30. accroître l'impôt sur le capital immobilisé ; 31. adapter les droits de successions en fonction du capital pour faciliter la reprise des petites entreprises ; 32. fiscaliser les prélèvements sociaux.

7. POUR UNE MODIFICATION DES RAPPORTS NORD-SUD

Il faut cesser de puiser sans limite dans les matières premières des pays en voie de développement, il faut les épauler vers la voie d'un développement soutenable auquel est inévitablement liée notre économie, il faut garantir les libertés publique de ces pays, tout cela permettant un ralentissement des flux migratoires.

Moyens : 33. cesser immédiatement le commerce des armes ; 34. étudier au cas par cas, sous contrôle international, la reprise de la dette des pays les plus pauvres ; 35. bloquer les comptes bancaires des dictateurs ; 36. aider financièrement les organisations non gouvernementales ; 37. porter les aides aux pays en voie de développement à 1 % du PNB ; 38. supprimer progressivement les contingents militaires français en Afrique ; 39. assurer un appui à ceux qui luttent pour l'instauration de régimes démocratiques.

Vu, les candidats

Imprimerie ETC - 76190 Yvetot

Sciences Po / fonds CEVIPOF